



**FILIERE INDUSTRIELLE
AERONAUTIQUE
SPATIAL
&
DEFENSE**



***Communiqué de la Fédération
Des Travailleurs de la Métallurgie CGT***

POWER 8 met AIRBUS et l'aéronautique en crise.

Une autre logique peut s'imposer par la mobilisation.

Louis Gallois, dans la première présentation officielle du processus du plan Power 8, confirme toutes nos craintes.

Ce contenu, désastreux pour AIRBUS et notre filière aéronautique, exige des salariés une riposte de grande envergure à la hauteur de la colère et du rejet qui s'expriment massivement sur tous les sites AIRBUS.

La CGT condamne ces perspectives de cessions ou ventes de sites (St-Nazaire Ville et Méaulte en France, Varel, Laupheim et Nordenham en Allemagne et Filton Production en Grande-Bretagne) et les 10.000 suppressions d'emplois programmées dont 4.300 en France, réparties entre effectifs Airbus et salariés temporaires et in-situ. Tout ce plan vise une nouvelle répartition industrielle entre les sites, une spécialisation renforcée et une volonté accrue d'externalisation. Cela affaiblirait l'emploi et nos savoir-faire alors que tout montre qu'il faut au contraire investir durablement pour répondre aux enjeux technologiques et aux perspectives fantastiques portés par les commandes en constante augmentation et nos futurs programmes.

Face au danger de ce plan POWER 8, toutes les organisations syndicales européennes du périmètre AIRBUS se sont réunies sous l'égide de la FEM pour définir ensemble une plate-forme offensive de propositions.

Dans le même temps, tous les salariés d'AIRBUS Méaulte, en colère face à l'annonce de la cession de leur usine, cessaient spontanément le travail, des rassemblements étaient décidés à Saint-Nazaire, Nantes et Toulouse. Des centaines de pétitions étaient signées dans AIRBUS, SOCATA et se poursuivent dans EADS.

L'analyse est totalement partagée par les organisations syndicales européennes et les personnels d'AIRBUS : le plan de restructuration POWER 8 ne répond en aucune manière à des critères industriels et va mettre toute la société AIRBUS en danger, surtout dans une phase de montée des plans de charges et des cadences, tant en ingénierie qu'en production.

La direction de EADS organise, en prenant comme alibi les retards de l'A380, un éclatement de la société industrielle AIRBUS en pratiquant une vente par « appartements ». L'accepter serait suicidaire, un non-sens industriel. Au regard des enjeux et de la place structurante de la filière aéronautique pour l'économie française, il serait irresponsable, de la part du gouvernement, de soutenir cette restructuration.

Rappelons que nous sommes en plein lancement de l'A350, dans la phase de développement de l'A380 et de l'A400M, dans la perspective de l'étude du nouvel A320 et que, parallèlement, le carnet de commandes (2533 appareils) assure d'ores et déjà plus de 5 années de travail.

L'aéronautique est en pleine croissance dans une période dite historique. Dans les années 1995, nous assurions la livraison d'environ 125 avions par an, en 2006, 436 et AIRBUS vise dans les années à venir 500 à 600 avions par an. Les perspectives conjointes de Boeing et Airbus tablent sur 23.000 appareils à réaliser d'ici 2023.

Economiquement, industriellement et financièrement, AIRBUS est dans une situation saine.

Que signifie viser quelques milliards d'euros d'économie en éclatant AIRBUS alors que le carnet de commandes s'établit à plus de 250 milliards ? Ne faut-il pas relativiser les 10 milliards d'euros d'investissements pour l'A350 alors que les perspectives de retour sont évaluées à 400 milliards d'euros ?

De l'argent il y en a, les profits sont assurés et c'est cela que les fonds d'investissements, les fonds de pensions, les financiers visent à élever en premier lieu au détriment du développement de l'emploi, du social et des nécessaires investissements dans l'innovation, dans la R&D et dans l'outil industriel.

C'est contre cette priorité donnée à la financiarisation que l'ensemble des organisations syndicales européennes entendent se positionner pour assurer un véritable avenir à EADS et à toute notre industrie aérospatiale.

C'est avec cette responsabilité qu'elles ont décidé de construire une journée européenne de mobilisation dans EADS et les sous-traitants courant mi mars sur la base d'une plate-forme unitaire porteuse de propositions alternatives pour la défense de l'aéronautique européenne. Elles se sont positionnées pour refuser toute cession de site ou d'activité, toute suppression d'emploi. Au contraire, les syndicats et la Fédération Européenne de la Métallurgie (FEM) soulignent l'urgence d'entreprendre des investissements durables, des coopérations favorisant le développement social et l'emploi stable, le dialogue social et de donner des prérogatives aux salariés.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT, ses syndicats EADS et de la filière de l'aéronautique appellent les salariés à se mobiliser et à participer aux initiatives dans les entreprises mardi 6 mars 2007.

Montreuil le jeudi 1^{er} mars 2007